

## Le Rwanda accuse la France de participation au génocide

Une commission mise en place par Kigali dresse un réquisitoire contre l'action politique et militaire de la France lors du génocide de 1994.

Brandi depuis des mois comme une épée de Damoclès par le pouvoir rwandais, le rapport sur le rôle de la France dans le génocide de 1994, publié mardi 5 août, est conforme à ce que les observateurs en attendaient. Long de 330 pages, il accumule les accusations contre l'action de la France au Rwanda avant, pendant et après les tueries ayant visé la minorité tutsie, qui firent près d'un million de victimes. La présentation des faits est tantôt distanciée, tantôt outrancière et teintée d'idéologie. » (…)

Présentation biaisée.

« Un graphique tente d'établir, de façon peu convaincante, une corrélation entre l'arrivée de renforts français et la recrudescence des violences ethniques. Les récits de viols, de tortures, d'exécutions sommaires commis par les militaires français ou avec leur aide se succèdent. Ils paraîtraient plus crédibles si certains épisodes déjà connus ne faisaient pas l'objet d'une présentation biaisée. »

Une liste de responsables susceptibles d'être poursuivis.

« En annexe logique de cette enquête à charge figure une liste de 33 responsables politiques et militaires susceptibles d'être poursuivis en justice ; outre François Mitterrand, décédé en 1996, elle comporte notamment Édouard Balladur, Alain Juppé et Hubert Védrine.(…)

Laurent d'ERSU (7 août 2008) (Extraits réalisés par l'association France Turquoise, les sous titres sont de l'auteur.)